



HAL
open science

Compte rendu de lecture de l'ouvrage "Sensibilités pragmatiques : enquêter sur l'action publique"

Virginie Tournay

► **To cite this version:**

Virginie Tournay. Compte rendu de lecture de l'ouvrage "Sensibilités pragmatiques : enquêter sur l'action publique". Revue Française de Science Politique, 2010, 60 (6), pp.1207 - 1208. hal-03610630

HAL Id: hal-03610630

<https://sciencespo.hal.science/hal-03610630>

Submitted on 16 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Cantelli (Fabrizio), Roca I Escoda (Marta),
Stavo-Debaugue (Joan), Pattaroni (Luca), dir.**
- *Sensibilités pragmatiques.*

Enquêter sur l'action publique. -

Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2009 (Action publique. 5). 446 p.

Cet ouvrage collectif est l'aboutissement heureux d'un colloque intitulé « Les approches pragmatiques de l'action publique », tenu à Bruxelles en novembre 2007. Cette rencontre internationale fondatrice regroupait des spécialistes de différentes obédiences pragmatiques afin de reconsidérer les dispositifs, les objets et les dynamiques de transformation de l'action publique en s'appuyant sur ce qui relève bien d'une récente montée en puissance de cette sensibilité sociologique dans les analyses du politique. L'enjeu méthodologique et épistémologique est effectivement de taille. En accordant une attention particulière à la dimension matérielle des processus sociaux, à la variété des façons dont les acteurs s'engagent dans le monde, s'ajustent entre eux par l'intermédiaire de différents outils de formalisation, puis se coordonnent localement pour constituer des politiques de large portée, cet horizon théorique reconfigure le centre de gravité ainsi que le contours des politiques publiques. L'importance de ce renouvellement théorique est palpable dans la double posture adoptée par les coordinateurs de l'ouvrage.

Premièrement, le travail ethnographique, point de passage obligé aux sensibilités pragmatiques comme le revendiquent ces auteurs, a pour effet un déplacement de la focale d'observation¹ de l'action publique. Ainsi, le pari est pris de ne pas seulement s'appuyer sur un tableau d'ensemble qui figurerait les institutions, les corporations et les différents porteurs de revendications dans un enchevêtrement de hiérarchies, d'intérêts et de stratégies. Au lieu de dépeindre ce qui correspondrait à un « instantané » des régulations politiques, le projecteur est braqué sur les lieux situés de confection du global, c'est-à-dire au niveau de ces points

chauds où l'ordonnement d'un nouveau monde commun est susceptible de prendre forme². Qu'il s'agisse de suivre les maraudes effectuées auprès des sans-abris, l'aménagement d'un camp de Roms, le processus de requalification patrimoniale d'un bâtiment, la revitalisation d'un quartier ou l'élaboration de différents projets de tramways, ou encore le rôle des instruments statistiques dans l'élaboration d'une politique européenne, l'accent est placé sur les interactions en situation et sur les processus concrets³ d'ajustements collectifs. Cela amène le lecteur à envisager le développement d'une action publique dans le prolongement de nouveaux agencements localement situés tels qu'une mobilisation, et non plus à l'appréhender comme l'appendice ou le symptôme d'une politique publique donnée. Là est la grande originalité.

Deuxièmement, avec ce regard ascendant, l'action publique devient assimilable à un phénomène protéiforme en redéfinition permanente, plus particulièrement caractérisé par un processus ne pouvant pas être figuré à partir de lois évolutives stabilisées⁴. Aussi, comprendre l'action publique n'implique donc pas seulement de saisir ce qu'elle engage en termes de lois d'évolution d'unités macrosociales, mais aussi de porter une attention soutenue aux transformations qu'elle génère au niveau des actes individuels. De nombreuses contributions intègrent ce paramètre. Elles s'attachent à discuter la perception sensible de la menace des crues de cours d'eau en lien avec la fabrique étatique des risques environnementaux, à suivre l'intégration des préceptes publics relatifs à l'écologie dans les gestes du quotidien, à dépister les figures politiques de déploiement de l'identité privée, et à discuter de la constitution du *curriculum vitae* comme dispositif d'intéressement. L'ambition des contributeurs vise ainsi à relier les dynamiques institutionnelles aux formats de l'action individuelle. Cette tension d'échelle est décrite par les différents modes d'investissement de l'être au monde et notamment, à travers le

1. Voir l'ensemble des travaux de Laurent Thévenot et plus particulièrement son dernier ouvrage : *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, Paris, La Découverte, 2006.

2. Sur la composition de l'institution comme ordre de totalité : Virginie Tournay, *Vie et mort des agencements sociaux. De l'origine des institutions*, Paris, PUF, 2010. Cf. dans cette revue, le compte rendu ci-avant de Cédric Moreau de Bellaing.

3. Au sens premier du terme. Cf. Laurent Thévenot, Bernard Conein, Nicolas Dodier, *Les objets dans l'action*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1993.

4. D'où l'importance de considérer leur généalogie comme un objet de recherche à part entière. À ce propos, voir Pascale Laborier, Danny Trom (dir.), *Historicités de l'action publique*, Paris, PUF, 2003.

franchissement de la ligne de démarcation entre le monde proximal familial et le domaine public. Le rapprochement est neuf dans notre discipline. On en déduit ici que l'action publique équivaut alors à une forme de coordination autorisant le passage du registre familial au registre collectif et qu'elle forme une médiation particulière à partir de laquelle l'individu s'engage dans le monde.

L'ouvrage est donc extrêmement stimulant, novateur et fécond dans les perspectives qu'il esquisse. Néanmoins, ce franchissement épistémologique est peut-être sa principale pierre d'achoppement puisqu'on peut s'interroger sur ce qui compose en définitive la « dignité » ontologique de l'action publique. En inscrivant un *continuum* des formats d'action depuis les mobilisations sociales jusqu'à l'action publique consolidée, les sensibilités pragmatiques réinterrogent implicitement le rapport entre « action publique » et « politique publique ». Plus encore, elles ne sont pas indifférentes aux sous-catégorisations disciplinaires de la science politique. Une conclusion en ce sens aurait été souhaitable. Ce constat n'atténue cependant en rien l'absolue nécessité de constituer cet ouvrage fondateur en une référence incontournable pour la discipline. En bref : un indispensable.

Virginie Tournay -

CNRS-PACTE, Institut d'études politiques de Grenoble

King (Desmond), Lieberman (Robert C.), Ritter (Gretchen), Whitehead (Laurence), eds
- *Democratization in America.*

A Comparative-Historical Analysis. -

Baltimore, The John Hopkins University Press, 2009.

VIII + 338 p. Index.

« **T**he United States is at once an old and a new democracy » (p. 4). Cette phrase extraite de l'introduction de cet ouvrage collectif résume la nature révolutionnaire du propos. Il s'agit de passer de l'analyse tocquevilienne de *La démocratie en Amérique* à l'étude de la « démocratisation en Amérique », soit d'un processus. Ce renversement de perspective est le fruit d'une collaboration jusqu'ici inédite entre spécialistes de *American political development*, d'une part, et de la *comparative democratization*, de l'autre. Si ce rapprochement ne postule pas la mise en équivalence des sociétés

démocratiques avec ces régimes autoritaires en « transition », qui constituent les objets ordinaires des études sur la démocratisation, il fait le pari de la possible existence de mécanismes, dynamiques et problèmes communs à ces régimes politiques distincts. Ce pari s'avère tenu et ouvre effectivement de nombreuses perspectives de recherche.

À partir de sa connaissance des configurations sud-américaines, Guillermo O'Donnell propose, par exemple, de porter attention aux zones grises (« *brown areas* ») d'autoritarisme au sein d'États pourtant considérés comme démocratiques. Il procède alors au découpage du territoire national en sous-entités d'analyse et participe ainsi à la réflexion en cours sur les échelles de l'action publique. Laurence Whitehead invite, elle, à réfléchir, au second degré, à ce qu'elle appelle l'« *immanent democracy* » américaine, c'est-à-dire au décalage avéré entre une démocratie toujours en construction et le sentiment, partagé par l'ensemble des Américains, de son ancienneté et de sa singularité. Cette approche est, elle, susceptible de nourrir une approche sociologique des relations internationales en ce que cette « *immanent democracy* » est devenue un produit d'exportation et une des sources du pouvoir des États-Unis.

Mais c'est à partir d'une réflexion située sur le lien entre démocratisation et étatisation que se déploie l'essentiel de la réflexion collective. Partant de la théorisation wébérienne de l'existence d'institutions étatiques fortes comme condition de la démocratie, les auteurs mettent en cause la caractérisation de l'État américain comme faible, pour considérer que l'action de ce dernier constitue au contraire une variable clef d'un processus de démocratisation fait tant d'avancées que de retours en arrière. La démocratie n'est plus alors le contexte de la lutte politique mais le produit de celle-ci. Cette production est saisie le plus souvent à travers l'étude des dynamiques d'exclusion et d'inclusion des groupes oubliés par les Pères fondateurs. Émerge alors une nouvelle interrogation sur les facteurs qui expliquent que, selon les cas, l'État agisse pour le développement de la démocratie ou au contraire pour s'y opposer.

Dans cette perspective, la nature hybride de l'État américain entre privé et public apparaît comme une variable centrale. La contribution de Robert C. Liebermann est à cet égard exemplaire. Il s'intéresse à ce qui constitue bel et bien une politique publique de démocratisation : l'activité